

Editorial de Gisèle Cailloux: EHPAD de Suresnes; trop c'est trop !



Nous n'en pouvons plus, trop c'est trop ! Ce panneau porté par un des membres du personnel de l'EHPAD de Suresnes résume ce qui pousse les salariés de cet établissement à se rassembler, très nombreux, devant l'entrée de l'EHPAD « La Chesnays » à Suresnes pour cette énième grève illimitée. En effet, depuis le changement de direction de cet EHPAD, les conflits se succèdent. Sans

doute missionnée pour faire des économies dans le fonctionnement, les méthodes employées par cette nouvelle directrice pèsent sur le travail de celles et ceux qui s'occupent de nos anciens les plus vulnérables. D'autres EHPAD du département (Colombes, Sceaux) rejoignent maintenant le mouvement entamé à Suresnes. Va-t-on vers un nouveau scandale de grande dimension sur la façon dont sont gérées les EHPAD ? Avec bien évidemment les conséquences pour les résidents : des personnes âgées, souvent vulnérables, ne pouvant plus bénéficier d'un maintien à leur domicile. Manque de personnel, aides-soignantes au bord du burn-out, absence d'infirmier.e.s et de médecins dû à un turnover important, on n'ose imaginer de quelle façon sont soignés les résidents ! Cela fait maintenant de nombreux mois que nous nous faisons le relais dans l'Éveil de ce qui se passe à l'EHPAD suresnois « La Chesnays ». Les méthodes de management sauvages pour pousser dehors une partie du personnel, obtenir des démissions, des départs « volontaires », se séparer ainsi d'une partie du personnel le plus ancien, le manque de respect, voilà ce que dénonce ce personnel à bout ! Ce mouvement du 1er octobre, plus important que les précédents – il semble que les menaces, la peur, pèsent moins – montre qu'il est clair que le personnel n'a pas l'intention de laisser le mouvement « pourrir ». Pour sortir du silence qui l'entoure, mardi, ce rassemblement avait un soutien de poids : Sophie Binet, secrétaire nationale de la CGT, était présente, juste avant qu'elle ne rejoigne la manifestation parisienne de ce 1er octobre, montrant ainsi l'importance que revêtent ces actions revendicatives, non seulement pour le personnel mais pour les résidents. Les témoignages de la souffrance du personnel, du fait de la politique initiée par la nouvelle directrice, laquelle a le soutien sans faille du maire de Suresnes, ont été très nombreux : comment, par exemple, un emploi d'aide-soignante se

transforme en emploi de femme de ménage, comment le turnover initié par ce climat délétère provoque des pénuries de personnels plus qualifiés : infirmier.e.s, médecins, mettant en danger les résidents, comment les sanctions abusives tombent contre les salariés, allant jusqu'à la tentative de licenciement, ainsi que par les entraves incessantes contre le travail syndical et contre les représentants du personnel. Après Sophie Binet, qui a rappelé à quel point notre système de santé est malade faute de moyens financiers, MalikaBelarbi,



Sophie Binet au milieu du personnel de l'EHPAD

responsable du collectif national CGT Santé, elle-même aide-soignante en EHPAD, a souligné que les plaintes de familles augmentent, inquiètes du manque de sécurité des résidents. Nous sommes très loin des intentions de la loi dite du bien vieillir en France. Des salariés de l'hôtel Campanile de Suresnes (pont de Suresnes), en grève également en solidarité contre le licenciement abusif de l'une d'entre elles et pour défendre leurs conditions de travail, leurs salaires, étaient venus témoigner à ce rassemblement devant la Chesnays. Paule Ballut, au nom des communistes de Suresnes, a tenu à apporter le soutien des communistes de Suresnes aux salariés de la Chesnays. Il faut maintenant que le maire de Suresnes prenne enfin la décision qui s'impose pour cet EHPAD municipal : mettre en place une direction missionnée pour apaiser le climat en donnant les moyens d'un fonctionnement avec un personnel suffisant, respecté et donc stable. Et surtout, comme le réclame la CGT, il faut un soignant par résident.

La farce

Dans quel pays démocratique du monde une farce pareille peut-elle se jouer ? Près de trois mois après le second tour des législatives, où le Nouveau Front populaire (NFP) est arrivé en tête, c'est donc Michel Barnier, issu d'un parti ayant réalisé 6 % à cette élection, qui est monté mardi à la tribune de l'Assemblée nationale pour y prononcer son discours de politique générale. Les deux forces politiques les plus rejetées par les citoyens, LR et Ensemble, vont donc gouverner avec une feuille de route à rebours de toutes les exigences exprimées par les Français dans les urnes.

Quand le Palais Bourbon abritait ce monde parallèle, la rue a tenté de le ramener à la réalité, celle de Français qui n'arrivent plus à se soigner, à se nourrir convenablement ou à vivre dignement de leur travail. Aux citoyens qui battaient le pavé à l'appel de l'intersyndicale pour exiger l'abrogation de la réforme des retraites, l'augmentation des salaires et des pensions, le financement de nos services publics, qu'a répondu Michel Barnier ? Toujours plus de sang et de larmes avec un plan d'austérité XXL que le nouveau Premier ministre va faire essentiellement reposer sur les dépenses publiques. Les enseignants et soignants, au front pour éduquer et soigner, apprécieront la promesse fumeuse de renforts de bénévoles retraités !



L'exercice d'équilibriste de Michel Barnier s'est contenté de formules creuses, certes assénées avec un ton moins arrogant que le mépris macroniste, de quelques principes républicains réaffirmés, de maigres concessions sur la fiscalité des plus riches (dont les détails sont renvoyés au débat budgétaire) et de trois miettes à mettre à l'ordre du jour du « dialogue social ». Mais le cap général est clair et vient piocher dans tout le nuancier de la droite, jusqu'aux obsessions du RN. Le Premier ministre, sous tutelle de Marine Le Pen, n'a d'ailleurs pas eu un mot sur le péril d'extrême droite, appelant tout juste « à plus de fraternité ».

Il n'y a rien d'inéluctable à subir ce cauchemar démocratique. La motion de censure déposée par le NFP sera examinée la semaine prochaine. La gauche est prête à récupérer les clés de Matignon.

Pour connaître le programme complet et les propositions de financement :
https://www.pcf.fr/programme_du_front_populaire

Mardi 1er octobre s'est tenue au cinéma Le Capitole à l'initiative de l'association Anmiste internationale la projection du film iranien Les Graines du figuier sauvage de Mohammad Rasoulof.

Le film tourné clandestinement narre l'évolution tragique du magistrat Iman, qui vient d'être promu juge d'instruction au tribunal révolutionnaire de Téhéran quand un immense mouvement de protestations populaires commence à secouer le pays. Dépassé par l'ampleur des événements, il se confronte à l'absurdité d'un système et à ses injustices, mais décide de s'y conformer. À la maison, ses deux filles, Rezvan et Sana, étudiantes, soutiennent le mouvement avec virulence, tandis que sa femme, Najmeh, tente de ménager les deux camps. La paranoïa envahit Iman lorsque son arme de service disparaît mystérieusement. La lutte des femmes Iraniennes est au centre du film. Il est dommage que le maire de Suresnes, monsieur Boudy, qui était présent au capitol dans une autre salle, pour une initiative municipale, n'ait pas pris cette occasion de venir saluer brièvement cette initiative en faveur du combat des Iraniens contre la théocratie.



Pour la paix au Proche-Orient Marre des paroles, il faut des actes concrets !

L'armée israélienne a violé les frontières libanaises. Cela fait suite à des bombardements massifs qui touchent la population civile, faisant plusieurs milliers de morts. Ce sont pour le Liban les journées les plus sanglantes depuis la fin de la guerre civile en 1990. Le gouvernement libanais estime à un million le nombre de déplacés. C'est dans une logique de guerre régionalisée que s'est aujourd'hui engagé le pouvoir d'extrême droite israélien. Ce 1er octobre, l'Iran a décidé de lancer une vague de missiles sur plusieurs villes d'Israël et leurs populations. L'événement est sans précédent. L'embrasement n'est plus une possibilité. Il est là, sous nos yeux. Le PCF condamne fermement l'ensemble de ces actes de guerre et ces crimes de guerre. Il exprime sa profonde solidarité avec le peuple libanais, qui voit le retour des invasions israéliennes de 1982 et de 2006, avec le peuple palestinien, qui subit l'une des pires catastrophes humaines de son histoire, avec le peuple israélien, que le gouvernement de Benjamin Netanyahu entraîne dans une guerre meurtrière, avec le peuple iranien que la dictature des mollahs prend en otage d'un conflit dont il ne veut pas. Les provocations de l'organisation islamiste du Hezbollah ne justifient cette violation du droit international et de la souveraineté du Liban, ni les crimes de guerre qui sont commis contre la population civile. Tout comme les pogroms du Hamas le 7 octobre 2023 ne pouvaient justifier les massacres de masse à Gaza et la mise à feu et à sang de la Cisjordanie, les Libanais doivent pouvoir vivre dans un État libre, souverain, indépendant, débarrassé des ingérences étrangères, dont les frontières internationales soient respectées. C'est la condition pour qu'ils puissent retrouver la paix civile et la démocratie. Le gouvernement israélien de B. Netanyahu a pris délibérément le risque de jeter l'ensemble de la région dans la guerre, dans l'unique but de se maintenir au pouvoir. Alors qu'il devrait faire l'objet de sanctions internationales immédiates, il agit avec le soutien militaire des États-Unis et des pays de l'Union européenne, qui sont passés maîtres dans l'art de la duplicité. C'est une fuite en avant criminelle. La France, aux côtés d'autres pays, appelle à un cessez-le-feu au Liban. Mais la réunion du Conseil de défense, le 1er octobre, n'a débouché que sur des paroles et des

postures. C'est indigne de notre pays. Cela scelle son effacement. Il faut des actes concrets, pour le Liban et comme

des otages israéliens détenus par le Hamas. – La libération des prisonniers politiques palestiniens. – La traduction



pour Gaza, pour le rétablissement de la paix et de la sécurité dans toute la région. Il faut des pressions concrètes contre Netanyahu et son gouvernement de hors-la-loi qui commettent en série des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité. Ce pouvoir d'extrême droite, contre lequel manifeste une grande partie du peuple israélien, doit être stoppé. Le PCF appelle à des mesures concrètes et urgentes : – La mise en œuvre de la résolution 1701 de l'Onu permettant à la FINUL de se déployer entre le fleuve Litani et la frontière, en coordination avec les autorités libanaises. Les capacités de la FINUL doivent être renforcées et la France doit y prendre toute sa part. Seules la force internationale de l'Onu et l'armée libanaise ont le droit d'être déployées dans cette zone. – Un cessez-le-feu immédiat, général et permanent au Liban et à Gaza et le retrait des troupes israéliennes. – Des sanctions contre le gouvernement israélien par l'interdiction d'exportation d'armes vers l'État d'Israël et la suspension de l'accord d'association UE-Israël. – L'accès immédiat à l'aide humanitaire à Gaza et au Liban et une aide concrète aux agences de l'Onu et aux associations qui agissent dans ce sens. – Le retour de tous les déplacés libanais et israéliens chez eux. – La reconnaissance immédiate et inconditionnelle par la France de l'État de Palestine sur les frontières de 1967, avec Jérusalem-Est pour capitale, aux côtés de l'État d'Israël. – La libération

de Benjamin Netanyahu, de ses complices et des dirigeants du Hamas devant la justice internationale, comme l'a demandé le procureur général de la Cour internationale de justice. – Le soutien et la solidarité pour les forces progressistes et communistes au Liban qui luttent contre la corruption et le système confessionnel. – L'arrêt de l'occupation et de la colonisation israéliennes en Cisjordanie, à Jérusalem-Est et à Gaza, comme l'a dernièrement exigé la CIJ. – Un soutien international au mouvement des femmes, au mouvement social et aux démocrates d'Iran qui luttent courageusement pour se débarrasser de la théocratie installée à Téhéran. – Une action concrète pour la sécurité collective régionale, en reprenant la proposition faite par la conférence d'examen du TNP sous l'égide de l'Onu en 2010 d'établir dans la région une ZEAN (zone exempte d'armes nucléaires) et une ZEADM (zone exempte d'armes de destruction massive). Les 5 puissances nucléaires, dont la France, ont le devoir de faire respecter cette décision.

Le PCF appelle à participer sur ces bases aux rassemblements pour un cessez-le-feu et pour la paix qui se tiendront en France ces prochains jours. À Paris, il appelle à participer à la manifestation, samedi 5 octobre, place de la République à 14 h.

Apprentissage : Quand l'État subventionne l'exploitation des jeunes.

L'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) dans une étude publiée le 12 septembre, l'organisme révèle le dysfonctionnement et le coût exorbitant de ce totem " d'apprentissage " d'Emmanuel Macron, dont les résultats sont contestables.

Nous connaissons les limites de ce système de formation par alternance, dont l'équilibre entre formation théorique et expérience pratique semblait déjà trahi par nombre d'entreprises, dont l'embauche d'apprentis se révèle être un moyen de combler un besoin de main-d'œuvre exploitable, disponible et peu chère. Nous connaissons désormais son coup. 25 milliards d'euros, c'est le montant de l'aide accordée aux entreprises qui embauchent des apprentis. Voilà les ambitions du Président de la République pour la formation professionnelle : arroser les entreprises d'argent public, sans contrepartie, et avec un effet très limité sur l'emploi. L'étude de l'OFCE démontre que les contrats d'apprentissages – qui représentent 38 % des emplois des jeunes créés entre 2018 et 2024 – n'ont en réalité qu'un effet minime sur l'emploi : rien ne garantit que l'apprenti restera salarié de l'entreprise à la fin de son contrat. La hausse du nombre de jeunes inscrits au chômage à l'issue d'un contrat d'apprentissage nous démontre même l'inverse.



Alors que l'apprentissage devait profiter aux jeunes qui ne se retrouvent pas dans d'autres dispositifs de formation, ou qui souhaite rejoindre tôt le monde du travail, la réalité est autre : 62 % des entrées concernent des étudiants diplômés ou en étude supérieure, qui n'ont d'autres possibilités qu'un contrat d'apprentis pour se sortir de la précarité, ou faute d'emplois disponibles. À l'inverse, les jeunes sans emploi ni formation ne profitent que très peu du dispositif. Aux disparités géographiques, manque d'investissement dans les formations, précarité des apprentis et à l'absence d'accompagnement de jeunes de parfois 16 ans, vient s'ajouter le gouffre financier de l'aide aux entreprises qui exploitent ces apprentis.

À défaut, le MJCF porte une vision émancipatrice et qualifiante de la formation professionnelle. Pour cela, nous soutenons le réinvestissement dans les lycées professionnels, mis à bas par des années de politiques austéritaires.

Nous revendiquons la création d'un statut du stagiaire permettant l'encadrement pédagogique des stages et une juste rémunération financée par le patronat via l'augmentation de la taxe d'apprentissage.

Plutôt que d'arroser les entreprises d'argent public pour lutter faussement contre le chômage, soyons moteur d'une planification démocratique des formations, pour répondre aux aspirations des jeunes et aux besoins industriels, sociaux et environnementaux !

Avec le PCF je passe à l'action !

☐ _____ **J'adhère au Parti Communiste Français**

☐ _____ **Je souhaite recevoir l'Éveil numérique**

☐ _____ **Je souhaite recevoir les informations**

générales du PCF

Nom : **Prénom :**

Adresse :

Courriel : **Tél. :**

À retourner : PCF Espace Pagès 42 bis rue de Verdun 92150 Suresnes

Tél : 06 44 74 40 87

Courriel : pcf.suresnes@wanadoo.fr ou PCFSuresnes@gmail.com